

*[Important note: The following convenience translation is based on a machine translation. It has been prepared for information purposes. The machine translation has not been reviewed by Allianz. We do not assume any liability, either expressly or tacitly, for the preciseness, completeness or correctness of the translation. In case of deviations between the original text and this translation, the original text will be binding.]*

**RAPPORT CONJOINT SUR LES FUSIONS TRANSFRONTALIÈRES**

de

**AVS AUTOMOTIVE VERSICHERUNGSVERMITTLUNG GMBH AWP**

**AUSTRIA GMBH**

Entités transférantes et

**AP SOLUTIONS GMBH**

Entité réceptrice

9 avril 2025

## Contenu

1.	Parties et aperçu des opérations envisagées .....	2
1.1	A propos de AVS Automotive Versicherungsvermittlung GmbH.....	2
1.2	À propos d'AWP Austria GmbH .....	3
1.3	À propos d'AP Solutions GmbH .....	4
1.4	À propos d'Allianz Partners Deutschland GmbH .....	4
1.5	Aperçu des opérations prévues .....	5
2.	Effets de la fusion sur les activités futures des sociétés et de leurs filiales .....	5
2.1	Objet de la fusion et de la fusion subséquente .....	5
2.1.1	Objet : Création d'une unité de service européenne .....	5
2.1.2	Jalons : Fusion et fusion ultérieure .....	6
2.2	Effets sur les activités commerciales des parties et d'APD et répartition future prévue des activités commerciales .....	6
2.3	Effets sur les activités des filiales des parties et d'APD .....	7
2.4	Calendrier prévu pour la fusion .....	8
3.	Explication du plan de fusion .....	8
4.	Effets de la fusion sur les relations de travail des employés des parties .....	8
4.1	Effets de la Fusion sur les relations de travail existant précédemment au sein des Entités transférantes .....	8
4.1.1	Transfert des employés d'AWP Austria avant la date d'achèvement .....	8
4.1.2	Effets de la Fusion sur les relations de travail existant précédemment au sein des Entités transférantes à la Date d'achèvement et sur les conditions d'emploi applicables .....	9
4.2	Effets de la fusion sur les relations de travail existant déjà au sein de l'entité recevatrice et sur les conditions d'emploi applicables .....	10
5.	Effets de la fusion subséquente sur les relations de travail des employés des parties et les conditions d'emploi applicables .....	11
6.	Aucun changement significatif dans la localisation des succursales et des activités commerciales des parties .....	11
7.	Effets de la fusion et de la fusion ultérieure sur les relations de travail, les conditions d'emploi et les sites des filiales des parties et d'APD .....	12
8.	Questions et commentaires .....	12

## Préambule

Dans le cadre d'une réorganisation interne au sein du groupe Allianz Partners, il est prévu que AVS Automotive Versicherungsvermittlung GmbH et AWP Austria GmbH (ensemble les "**Entités transférantes**") soient fusionnées dans AP Solutions GmbH (l'"**Entité réceptrice**") (ensemble avec les Entités transférantes, les "**Parties**" et chacune séparément une "**Partie**"). Ces fusions intragroupes seront mises en œuvre en vertu du droit corporatif par le biais de fusions transfrontalières intra-européennes par absorption des Entités transférantes par l'Entité réceptrice (la "**Fusion**"). La Fusion entraînera un transfert de l' des actifs et passifs des Entités transférantes à l'Entité bénéficiaire. La Fusion est mise en œuvre en Autriche conformément au chapitre 3 (articles 26 à 45) de la loi autrichienne sur la réorganisation de l'UE (*EU-Umgründungsgesetz - EU-UmgrG*) (la "**EU-UmgrG**") et en Allemagne conformément aux dispositions de la première partie du livre six (articles 305 à 318) de la loi allemande sur la transformation (*Umwandlungsgesetz - UmwG*) (la "**UmwG**").

À la suite de la fusion, conformément aux articles 309 UmwG et 29 EU-UmgrG, les organes de gestion des parties doivent établir un rapport de fusion. Conformément aux articles 309 (1), (2), (3) et (5), 310 (1) UmwG et aux articles 32 en liaison avec 14 EU-UmgrG, les parties sont tenues de mettre un rapport de fusion par voie électronique à la disposition des organes de représentation des salariés compétents et des salariés non représentés par un organe de représentation des salariés compétent des parties, accompagné, entre autres, du plan de fusion ou d'un projet de celui-ci.

Nous, les directeurs généraux des entités transférées et de l'entité bénéficiaire, sommes heureux de remplir obligations susmentionnées dans un rapport commun. Plus précisément, conformément à l'article 309 de l'UmwG et à l'29 en liaison avec l'article 11 (5) de l'EU-UmgrG, nous aimerions utiliser ce rapport aux employés pour expliquer et justifier les points énumérés ci-dessous :

- (i) Les effets de la fusion sur les activités futures des parties et de leurs filiales.
- (ii) Les effets de la fusion sur les relations de travail et, le cas échéant, les mesures visant à garantir ces relations de travail.
- (iii) Toute modification importante des conditions d'emploi applicables ou de la localisation des succursales des parties.
- (iv) Les effets des facteurs visés aux points 2 et 3 ci-dessus sur les éventuelles filiales des entreprises concernées par la fusion.

La partie générale du présent rapport de fusion (section A) explique et présente les aspects juridiques et économiques de la fusion, tandis que la section sur les employés (section B) traite en particulier des sujets susmentionnés. Une section spécifique pour les actionnaires n'est pas nécessaire car toutes les parties n'ont qu'un seul actionnaire (articles 309 (6) phrase 1 en conjonction avec 8 (3) no 2 UmwG et articles 29 (2) en conjonction avec 11 (4) no 2 EU-UmgrG). En outre, la section destinée aux actionnaires est omise conformément à l'article 309 (6) phrase 2 UmwG en conjonction avec l'article 307 (3) no 2 (b) UmwG et, avant l'approbation et la résolution de la fusion par l'actionnaire unique des entités transférées, les articles 309 (6) phrase 1 en conjonction avec 8 (3) no 1 lit b UmwG et l'article 29 (2) no 3 EU-UmgrG. La section relative aux actionnaires est omise car les parties ont le même (à la date du présent rapport de fusion indirecte et, avant l'approbation et la résolution de la fusion par l'actionnaire unique des entités transférées, directe) actionnaire unique et la structure de propriété ne changera pas.

La fusion ne donnera lieu à aucune attribution d'actions et aucune action ne sera attribuée dans le cadre de la fusion. Par précaution, l'actionnaire unique des parties renoncera explicitement à la section du rapport de fusion relative aux actionnaires (articles 309 (6) phrase 1 en liaison avec 8 (3) phrase 1 et 2 de l'UmwG et articles 29 (2) en liaison avec les articles 309 (6) phrase 1 et 8 (3) phrase 1 et 2 de l'UmwG). en liaison avec 11 (4) no 1 EU-UmgrG).

Il est également prévu que l'Entité bénéficiaire soit fusionnée avec Allianz Partners Deutschland GmbH, une autre société allemande à responsabilité limitée au sein du groupe Allianz Partners, dès que possible après la réalisation de la Fusion (la "**Fusion subséquente**"). Il est prévu que la Fusion et la Fusion subséquente soient réalisées à la même date. C'est pourquoi, dans un souci de transparence, le présent rapport de fusion contient également des explications sur les effets attendus de cette fusion subséquente.

## A. SECTION GÉNÉRALE

### 1. PARTIES ET APERÇU DES OPÉRATIONS ENVISAGÉES

Cette section contient des informations sur Entités transférantes, l'Entité bénéficiaire et Allianz Partners Deutschland GmbH. Cette section comprend également une description de la séquence des étapes de la réorganisation (Fusion et Fusion subséquente), de la structure cible souhaitée et de l'interaction des différentes mesures de réorganisation.

#### 1.1 À propos de AVS Automotive Versicherungsvermittlung GmbH

AVS Automotive Versicherungsvermittlung GmbH ("**AVS Austria**") est une société à responsabilité limitée (*Gesellschaft mit beschränkter Haftung*) constituée en Autriche sous le numéro d'enregistrement FN 164216 w. Elle a son siège social à Vienne, Autriche et son bureau principal à Linzer Straße 225, 1140 Vienne, Autriche. AVS Austria est représentée légalement par son directeur général, Christian Reisner. AVS Austria exerce ses activités à partir de son siège social situé Linzer Straße 225, 1140 Vienne, Autriche.

Le capital social entièrement libéré d'AVS Austria s'élève à 500.000,00 ATS. L'unique action d'AVS Austria est - au moment du présent rapport de fusion - détenue par AVS Automotive VersicherungsService GmbH (Tribunal local de Darmstadt, HRB 90660). Avant l'approbation et la résolution de la Fusion par l'actionnaire unique d'AVS Austria, l'action unique d'AVS Austria sera directement détenue par Allianz Partners SAS, une *société par actions simplifiée* de droit français, dont le siège social est situé à Saint-Ouen-sur-Seine, France, et dont le siège social est situé 7 rue Dora Maar 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, France, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Bobigny sous le numéro 301 763 116 (et, par conséquent, Allianz Partners SAS sera l'unique actionnaire d'AVS Austria). Cette structure d'actionnariat est basée sur un transfert d'actions interne au groupe de l'unique action d'AVS Austria à Allianz Partners SAS de AVS Automotive VersicherungsService GmbH, qui est également une filiale directe d'Allianz Partners SAS.

L'exercice financier d'AVS Autriche correspond à l'année civile.

Au 28 février 2025, AVS Austria comptait 4 salariés employés en Autriche et un salarié loué qui, en raison d'un contrat de travail de longue durée, est également considéré comme faisant partie du personnel d'AVS Austria.

les effectifs d'AVS Austria en vertu de la loi autrichienne sur la constitution des entreprises. On s'attend à ce que le nombre d'employés ne change pas de manière significative d'ici à ce que la fusion devienne effective.

Il n'y a pas de comité d'entreprise ni de représentant du personnel chez AVS Austria. AVS Austria est une filiale indirecte à 100% d'Allianz SE. Allianz SE dispose d'un comité d'entreprise européen.

AVS Austria n'a pas de conseil de surveillance. AVS

Austria n'a pas de filiales.

## 1.2 À propos d'AWP Austria GmbH

AWP Austria GmbH ("**AWP Austria**") est une société privée à responsabilité limitée (*Gesellschaft mit beschränkter Haftung*) constituée en Autriche sous le numéro d'enregistrement FN 151080 b. AWP Austria a son siège social à Vienne, en Autriche, et son bureau principal à Linzer Straße 225, 1140 Vienne, en Autriche. AWP Austria est représentée légalement par ses directeurs généraux, Georgeta-Florentina Costea et Mag. Silke Zettl. Toutes deux peuvent représenter AWP Austria avec un autre directeur général ou un procureur commun (*Gesamtprokurist*). AWP Austria exerce ses activités à partir de son siège social situé Linzer Straße 225, 1140 Vienne, Autriche.

Le capital social entièrement libéré d'AWP Austria s'élève à 18 520 640,00 euros. L'unique action d'AWP Austria est - à la date du présent rapport de fusion - détenue par AWP P&C S.A. Avant l'approbation et la résolution de la fusion par l'actionnaire unique d'AWP Austria, l'action unique d'AWP Austria sera également détenue directement par Allianz Partners SAS (et, par conséquent, Allianz Partners SAS sera l'actionnaire unique d'AWP Austria). Cette structure d'actionariat est basée sur un transfert d'actions interne au groupe de l'unique action d'AWP Austria à Allianz Partners SAS de AWP P&C S.A., qui est également une filiale directe d'Allianz Partners SAS.

L'exercice financier d'AWP Austria correspond à l'année civile.

Au 28 février 2025, AWP Austria employait 204 personnes en Autriche. Sur la base d'une décision commerciale distincte et indépendante de la fusion, il est prévu de transférer certaines fonctions d'AWP Austria (en particulier les fonctions centrales et de vente), y compris les relations de travail des employés d'AWP Austria affectés à ces fonctions (environ 80 employés), à la succursale autrichienne d'AWP P&C S.A., "AWP P&C S.A. Niederlassung für Österreich" (FN 100329v), avec effet à partir du 1er mai 2025. nombre d'employés d'AWP Austria diminuera en conséquence.

Un comité d'entreprise a été élu à AWP Austria pour les travailleurs actuellement employés par AWP Austria. AWP Austria est une filiale indirecte à 100 % d'Allianz SE, qui dispose d'un comité d'entreprise européen.

AWP Austria n'a pas de conseil de surveillance.

AWP Austria n'a pas de filiales.

### 1.3 À propos d'AP Solutions GmbH

L'autre partie à la fusion est l'entité recevante, AP Solutions GmbH, une société à responsabilité limitée (*Gesellschaft mit beschränkter Haftung*) de droit allemand, dont le siège social est situé à Munich, en Allemagne, et dont le siège social se trouve à Königinstraße 28, 80802 Munich, en Allemagne. L'entité réceptrice est inscrite au registre du commerce du tribunal local de Munich sous le numéro HRB 177695. L'entité requise est légalement représentée par ses gérants, M. Laurent Floquet, M. Jacob Fuest, Mme Beatriz Corti Stuber et Mme Clara Silvestri.

L'Entité destinataire a une succursale en Autriche (la "**Succursale autrichienne de l'Entité destinataire**"). L'Entité destinataire employait 327 salariés au 28 février 2025 en Allemagne et aucun salarié en Autriche. Au total, l'Entité destinataire employait 3.413 salariés au 28 février 2025.

L'entité réceptrice est détenue à 100 % par Allianz Partners SAS et est également une filiale indirecte à 100 % d'Allianz SE. Outre le comité d'entreprise européen susmentionné, Allianz SE dispose d'un comité d'entreprise de groupe (*Konzernbetriebsrat*). Il n'y a pas de comité d'entreprise local pour les salariés actuellement employés par l'entité d'accueil en Allemagne. Des comités d'entreprise locaux et d'autres organes de représentation du personnel existent au niveau des succursales de l'entité réceptrice en France, en Italie, en Espagne et au Portugal.

L'entité réceptrice n'a pas de conseil de surveillance.

L'entité destinataire a deux filiales, Neoasistencia Manoteras S.L.U. (Espagne) et AWP Brokers & Services Hellas SA (Grèce).

### 1.4 À propos d'Allianz Partners Deutschland GmbH

Allianz Partners Deutschland GmbH ("**APD**") est une société à responsabilité limitée (*Gesellschaft mit beschränkter Haftung*) de droit allemand, dont le siège social est situé à Aschheim, en Allemagne, et dont le siège social est situé Bahnhofstraße 16, 85609 Aschheim, en Allemagne. APD est inscrite au registre du commerce du tribunal local de Munich sous le numéro HRB 125610. APD est représentée légalement par ses gérants, M. Carsten Staat et M. Matthias Menke.

APD possède une succursale en Autriche (la "**succursale autrichienne d'APD**") et employait 681 salariés au 28 février 2025 en Allemagne et aucun salarié en Autriche. Au total, APD employait 756 personnes au 28 février 2025.

APD est une filiale indirecte à 100 % d'Allianz SE. Par conséquent, le comité d'entreprise européen et le comité d'entreprise du groupe sont également responsables d'APD. En outre, APD dispose d'un comité d'entreprise général (*Gesamtbetriebsrat*) et de comités d'entreprise locaux en Allemagne, ainsi que d'un comité d'entreprise aux Pays-Bas.

APD est en train de mettre en place un conseil de surveillance, qui comprendra un tiers de représentants des travailleurs.

APD possède deux filiales, RehaCare GmbH Gesellschaft der medizinischen und beruflichen Rehabilitation et Mondial Kundenservice GmbH.

## **1.5 Aperçu des opérations prévues**

Il est envisagé de fusionner AVS Austria et AWP Austria avec l'ensemble de leurs activités dans l'entité bénéficiaire. Il est donc prévu que tous les actifs et passifs des entités transférées soient transférés à l'entité bénéficiaire. Ces fusions sont des fusions juridiquement distinctes. Pour simplifier le processus, la fusion des entités transférantes fait l'objet d'un plan de fusion commun et du présent rapport de fusion commun. Suite à la fusion des entités transférantes, AVS Austria et AWP Austria cesseront d'exister.

La fusion des entités transférantes, constituées selon le droit autrichien, avec l'entité bénéficiaire, constituée selon le droit allemand, donne lieu à des fusions transfrontalières intra-européennes. La base juridique de ces fusions transfrontalières est définie en particulier aux articles 305 et suivants de l'UmwG en Allemagne et au chapitre 3 de l'UmwG en France. UmwG en Allemagne et au chapitre 3 (articles 26 à 45) EU-UmgrG en Autriche.

Après la réalisation de la Fusion, l'Entité réceptrice, ainsi que les actifs et les passifs des Entités transférantes (à l'époque), seront fusionnés dans APD par le biais d'une fusion nationale allemande. L'Entité réceptrice cessera alors également d'exister. Il est prévu de réaliser la Fusion subséquente après la Fusion, mais à la même date.

Il est prévu qu'après la Fusion subséquente, APD poursuivra les activités commerciales respectives des Entités transférantes et de l'Entité bénéficiaire avec les employés respectifs affectés à ces activités commerciales.

Pour une description plus détaillée des différentes étapes et de la séquence de mise en œuvre concernant ces étapes de réorganisation, il est fait référence au plan de réorganisation établi à des fins fiscales autrichiennes et allemandes conformément à l'article 39 de la loi autrichienne sur la réorganisation fiscale (*Umgründungsteuergesetz - UmgrStG*) joint au plan de fusion en tant qu'annexe (D).

## **2. EFFETS DE LA FUSION SUR LES ACTIVITÉS FUTURES DES SOCIÉTÉS ET DE LEURS FILIALES**

Cette section présente et explique, entre autres, les effets de la fusion et de la fusion ultérieure sur les activités futures des parties, de leurs filiales et d'APD.

### **2.1 Objet de la fusion et de la fusion ultérieure**

Il est prévu que les sociétés de services européennes du groupe Allianz Partners soient regroupées en une seule entité juridique basée en Allemagne. La fusion et la fusion subséquente sont destinées à contribuer à cet objectif.

#### **2.1.1 Objet : Création d'une unité de service européenne**

Il est prévu de fusionner les sociétés de services européennes du groupe Allianz Partners, dont font partie les entités transférées et l'entité réceptrice, en une seule entité légale basée à



Allemagne. Il est prévu qu'APD soit cette entité juridique unique, qui gèrera les activités de service locales par l'intermédiaire de succursales.

En fusionnant ses sociétés de services en une seule société, le groupe Allianz Partners vise à simplifier son organisation juridique. Le regroupement des sociétés de services ne doit conduire qu'à une rationalisation au niveau de l'entreprise. Il n'est pas prévu de restreindre ou de modifier de manière significative les activités et la stratégie commerciale du groupe Allianz Partners.

Afin d'atteindre l'objectif de création d'une unité de service européenne, plusieurs fusions transfrontalières et défaisances transfrontalières dans l'entité réceptrice ont eu lieu en 2023 et 2024.

En outre, plusieurs autres transactions - comparables - devraient être réalisées en parallèle en 2025. Plus précisément, les activités de service de plusieurs entités du groupe Allianz Partners basées dans l'Union européenne doivent être transférées à l'entité bénéficiaire. Une fois ces fusions européennes achevées, il est prévu que l'entité bénéficiaire soit fusionnée avec APD.

Il n'est pas prévu de mesures de réduction du personnel, de changements opérationnels, de transferts ou de restructurations à la suite de ces transactions. Cela signifie également que le nombre d'employés travaillant pour l'entité bénéficiaire, par l'intermédiaire des succursales concernées, augmentera en conséquence. Il n'est pas prévu que le nombre de salariés de l'entité bénéficiaire travaillant en Allemagne change, car tous les salariés qui sont transférés à l'entité bénéficiaire dans le cadre des transactions susmentionnées resteront employés à leur poste actuel respectif en dehors de l'Allemagne. Pour plus de détails sur les effets sur les employés, voir la partie du présent rapport de fusion relative aux employés, à la section B.

### **2.1.2 Jalons : Fusion et fusion ultérieure**

Les Entités transférantes et l'Entité bénéficiaire sont des sociétés de services du groupe Allianz Partners. La Fusion et la Fusion subséquente répondent à l'objectif décrit au **point 2.1.1.** du présent rapport conjoint sur les fusions transfrontalières.

## **2.2 Effets sur les activités commerciales des parties et d'APD et répartition future prévue des activités commerciales**

L'ensemble des activités commerciales des Entités transférantes sera transféré à l'Entité bénéficiaire et, dès que possible après la réalisation de la Fusion, à APD par le biais de la Fusion subséquente. Par conséquent, après la Fusion subséquente, APD reprendra, entre autres, les activités d'AVS Autriche et l'exploitera par l'intermédiaire de la succursale autrichienne d'APD :

- Le métier d'agent d'assurance, en particulier le courtage et la gestion de l'assurance automobile.

En outre, après la fusion ultérieure APD reprendra, entre autres, les activités d'AWP Autriche et l'exploitera par l'intermédiaire de la succursale autrichienne d'APD :

- La fourniture de l'assistance, y compris, en particulier, l'organisation et la fourniture de services d'assistance dans les situations d'urgence.

- La fourniture de services téléphoniques en cas d'urgence.
- Services de l'entrepreneur en bâtiment, en particulier l'élaboration du projet, la direction et le contrôle, la gestion du projet et la prise en charge du rôle de gestionnaire de la construction.

Concrètement, cela signifie que l'ensemble des activités commerciales des entités transférées sera à l'avenir géré par APD par l'intermédiaire de la succursale autrichienne d'APD et qu'aucun changement n'est prévu à la suite de la fusion ou de la fusion subséquente. Dans la période entre la Fusion et la Fusion subséquente, l'Entité bénéficiaire poursuit l'ensemble des activités commerciales des Entités transférantes à travers la Branche autrichienne de l'Entité bénéficiaire.

Après la réalisation de la Fusion subséquente, APD poursuivra toutes les activités commerciales de l'Entité bénéficiaire en même temps que les activités commerciales déjà exercées par APD. APD continuera donc, entre autres, à exercer les activités de l'Entité Bénéficiaire énumérées ci-dessous :

- Fourniture, centralisation et coordination de services, conseils et assistance technique (notamment dans les suivants : assistance à l'activité opérationnelle, juridique, innovation, audit, compliance, ressources humaines, marketing, communication, politique informatique, gestion des risques, etc.) au profit des entités du groupe Allianz Partners ;
- La négociation et la conclusion de partenariats commerciaux et, en particulier, l'exécution d'accords-cadres avec des clients du groupe Allianz Partners et des prestataires de services d'assistance en Allemagne et dans le monde, la gestion de la relation commerciale globale avec les partenaires commerciaux du groupe Allianz Partners distribuant les produits et services offerts par les entités du groupe Allianz Partners ;
- Définition des caractéristiques des produits et services commercialisés par les entités du groupe Allianz Partners en Allemagne et dans le monde.

Les activités commerciales des Entités transférantes et les activités commerciales précédemment exercées par les succursales de l'Entité bénéficiaire seront poursuivies par APD par l'intermédiaire de ses succursales dans les pays respectifs, avec les employés affectés à ces activités commerciales. Les activités commerciales de l'Entité réceptrice en Allemagne seront poursuivies par APD avec les employés affectés à ces activités commerciales.

### **2.3 Effets sur les activités des filiales des parties et d'APD**

Les entités transférées n'ont pas de filiales.

L'Entité bénéficiaire a deux filiales, Neoasistencia Manoteras, S.L.U. (Espagne) et AWP Brokers & Services Hellas SA (Grèce). La Fusion n'a aucun effet sur les activités de ces filiales. Toutefois, il est prévu que Neoasistencia Manoteras, S.L.U. et AWP Brokers & Services Hellas SA soient également fusionnées dans l'Entité bénéficiaire parallèlement à la présente Fusion. Il est donc prévu que toutes les activités commerciales de Neoasistencia Manoteras, S.L.U. et AWP Brokers & Services Hellas SA seront également transférés à APD dans le cadre de la fusion ultérieure.

APD a deux filiales, RehaCare GmbH Gesellschaft der medizinischen und beruflichen Rehabilitation et Mondial Kundenservice GmbH. Il n'est pas prévu que les activités commerciales de ces filiales soient affectées par la fusion ou la fusion subséquente.

## **2.4 Calendrier prévu pour la fusion**

La Fusion devient effective conformément à l'article 305 (1) en conjonction avec l'article 20 (1) no 1 UmwG ainsi que l'article 38 EU-UmgrG dès l'inscription au registre du commerce du Tribunal local de Munich responsable de l'Entité réceptrice (la "**Date d'achèvement**"). Dès l'inscription de la Fusion au registre du commerce du tribunal local de Munich compétent pour l'Entité bénéficiaire, les Entités transférantes cesseront d'exister, leurs actifs et passifs seront transférés à l'Entité bénéficiaire dans leur intégralité sans liquidation.

La fusion subséquente prend effet, conformément à l'article 20 (1) no 1 de l'UmwG, dès son inscription au registre du commerce du tribunal local de Munich compétent pour APD. Il est prévu que l'inscription ait lieu à la date d'exécution. Dès l'inscription de la Fusion subséquente au registre du commerce du Tribunal local de Munich compétent pour APD, l'Entité receveuse cessera d'exister, son actif et son passif seront transférés à APD dans leur intégralité sans liquidation.

Les parties souhaitent que la fusion (et la fusion subséquente) prenne effet à la fin du mois d'août 2025. Une date d'exécution antérieure ou postérieure est également envisageable, car elle dépend du temps nécessaire au registre du commerce pour examiner la fusion et la fusion subséquente.

## **3. EXPLICATION DU PLAN DE FUSION**

Une explication du projet de plan de fusion est jointe au présent rapport de fusion à l'annexe 1.

## **B. SECTION SPÉCIFIQUE AUX EMPLOYÉS**

La section consacrée aux salariés a pour objet de présenter les effets de la fusion et de la fusion subséquente sur les salariés des parties.

## **4. EFFETS DE LA FUSION SUR LES RELATIONS DE TRAVAIL DES EMPLOYÉS DES PARTIES**

Les effets de la fusion sur les relations de travail des parties et d'APD sont décrits et expliqués ci-dessous.

### **4.1 Effets de la fusion sur les relations de travail existant précédemment au sein des entités transférées**

#### **4.1.1 Transfert des employés d'AWP Austria avant la date d'achèvement**

À partir du 1er mai 2025, il est prévu de transférer des employés d'AWP Austria à la succursale autrichienne d'AWP P&C S.A, "AWP P&C S.A. Niederlassung für Österreich" (environ 80 employés). Le nombre d'employés d'AWP Austria diminuera en conséquence.

Il est prévu que ce transfert se fasse par le biais d'accords de transfert trilatéraux entre AWP Austria, AWP P&C S.A. et les employés concernés. Il est prévu de proposer des accords de transfert trilatéral à AWP Austria, AWP P&C S.A. et aux salariés concernés.

aux membres de certaines équipes travaillant actuellement pour AWP Austria (en particulier pour les fonctions centrales et commerciales). L'offre envisagée d'accords de transfert trilatéraux repose sur une décision commerciale indépendante et est donc détachée de la fusion et de la fusion subséquente en vertu du droit des sociétés.

salariés transférés à AWP P&C S.A. à la suite de ces accords de transfert trilatéraux quitteront AWP Austria avant la date d'achèvement. Ni la fusion ni la fusion ultérieure n'auront d'effet sur ces salariés puisqu'ils ne seront plus employés par AWP Austria à la date d'achèvement.

#### **4.1.2 Effets de la fusion sur les relations de travail existant précédemment au sein des entités transférantes à la date de réalisation et sur les conditions d'emploi applicables**

La Fusion n'a aucun effet sur les employés restants des Entités transférantes et sur leurs relations de travail (à l'exception du changement d'employeur). Conformément à l'article 38 no 3 de l'EU-UmgrG, la Fusion des Entités transférantes entraînera le transfert de tous les droits et obligations découlant des contrats de travail des employés des Entités transférantes à l'Entité bénéficiaire. Lorsque la Fusion devient effective, toutes les relations de travail des Entités transférantes avec tous les droits et obligations sont donc automatiquement transférées à l'Entité bénéficiaire. Les dispositions contractuelles individuelles ainsi que les engagements et les droits acquis continueront à s'appliquer de manière inchangée pour les employés transférés, même après la Fusion. Par conséquent, on ne s'attend pas à ce que la Fusion entraîne des changements significatifs dans les conditions d'emploi existantes de l'Entité transférante. En ce qui concerne les employés des Entités transférantes, la Fusion et la Fusion subséquente entraînent transfert d'entreprise (*Betriebsuebergang*) au sens de l'article 3 de la loi autrichienne portant modification de la loi sur les contrats de travail (*Arbeitsvertragsrechts-Anpassungsgesetz - AVRAG*). Aucune mesure de réduction du personnel, aucun changement opérationnel ni aucune réorganisation ne sont prévus dans le cadre de fusion. La fusion ne rendra pas plus difficile l'exercice des droits des salariés et ne compromettra pas leur satisfaction.

L'entité bénéficiaire est responsable sans limitation de tous les engagements, y compris les arriérés, découlant des relations de travail transférées à partir du moment du transfert de l'entreprise (c'est-à-dire le moment où la fusion devient effective), conformément aux articles 305 (2) phrase 1, 20 (1) no 1 UmwG et à l'article 38 no 3 EU-UmgrG. Les Entités transférantes ne sont plus responsables puisqu'elles cessent d'exister (articles 305 (2) phrase 1, 20 (1) no 2 UmwG et article 38 no 4 EU-UmgrG).

AVS Austria et AWP Austria ont des activités distinctes au sens de l'article 34 de la loi autrichienne sur la constitution du travail (*Arbeitsverfassungsgesetz - ArbVG*). L'activité d'agent d'assurance, en particulier le courtage et la gestion de l'assurance automobile, fait partie de l'unité commerciale d'AVS Austria. L'activité principale d'AWP Austria est la fourniture de services d'assistance (en particulier l'organisation et l'octroi de services d'assistance en cas d'urgence), la fourniture de services téléphoniques de toute nature et les services fournis par l'industrie de la construction (en particulier le développement, la gestion et le pilotage de projets, la gestion de projets et la fourniture de services de gestion de la construction). Ces activités d'AVS Austria et d'AWP

Austria sont aujourd'hui séparées sur le plan organisationnel et le resteront après la fusion et la fusion subséquente. À cet égard, la fusion et la fusion subséquente n'ont aucun impact sur les activités et les employés.

À la suite de la fusion (et de la fusion ultérieure), les activités actuelles des entités transférées ne seront pas modifiées sur le plan organisationnel, combinées ou réduites en taille. Il n'y aura pas non plus d'intégration d'une activité dans une autre. Par conséquent, la fusion (et la fusion subséquente) n'affectera pas les entreprises et les employés et, en particulier, l'application des conventions collectives actuellement en vigueur, la compétence du comité d'entreprise pour les employés travaillant dans les activités d'AWP Austria et tout accord d'entreprise applicable à ces employés.

Les accords d'entreprise ou les conventions collectives applicables à l'entité bénéficiaire ne s'appliqueront pas aux relations de travail des employés des entités transférées après la fusion.

#### **4.2 Effets de la fusion sur les relations de travail existant déjà au sein de l'entité recevante et sur les conditions d'emploi applicables**

La fusion n'aura aucun effet sur relations de travail existantes avec employés de l'entité bénéficiaire. En particulier, aucun licenciement n'est prévu à la suite de la fusion. La Fusion n'entraînera aucune modification des conditions d'emploi existantes au sein de l'Entité bénéficiaire. En particulier, les conditions de travail contractuelles individuelles, y compris les pratiques de l'entreprise et les engagements globaux, restent inchangées par la fusion.

Les compétences du comité d'entreprise européen et du comité d'entreprise de groupe existant chez Alli- anz SE ne sont pas affectées par la Fusion. Les comités d'entreprise locaux et les autres organes de représentation des travailleurs existant au sein de l'Entité bénéficiaire ne seront pas affectés par la Fusion. Il en va de même pour les accords d'entreprise conclus entre les représentants des travailleurs et l'Entité bénéficiaire.

Les pensions d'entreprise et les droits à pension d'entreprise des salariés employés ou anciennement employés par l'Entité Bénéficiaire ne seront pas non plus affectés par la Fusion.

Comme les Entités transférantes, l'Entité réceptrice n'a pas de conseil de surveillance codéterminé par les salariés et n'est soumise à aucune règle de codétermination. Une négociation sur la future codétermination des employés de l'Entité réceptrice n'est pas nécessaire. Les exigences de la section 5 de la loi allemande sur la co-détermination des salariés dans les fusions transfrontalières (*Gesetz über die Mitbestimmung der Arbeitnehmer bei einer grenzüberschreitenden Verschmelzung - MgVG*) ne sont pas remplies. Les exigences de l'article 5 de la loi allemande sur la codétermination des salariés dans les fusions transfrontalières ne seront pas non plus satisfaites à la suite du transfert de salariés dans le cadre d'autres fusions transfrontalières à mettre en œuvre en 2025, que ces transferts aient lieu avant ou après la réalisation de la fusion, étant donné que les salariés transférés sont employés en dehors de l'Allemagne dans des entités dépourvues de toute règle de codétermination applicable dans les juridictions étrangères respectives.

## **5. EFFETS DE LA FUSION ULTÉRIEURE SUR LES RELATIONS DE TRAVAIL DES EMPLOYÉS DES PARTIES ET SUR LES CONDITIONS D'EMPLOI APPLICABLES**

Lorsque la fusion subséquente prend effet, toutes les relations de travail de l'entité bénéficiaire, y compris les (anciens) employés des entités transférantes, avec tous les droits et obligations, sont automatiquement transférées à APD et attribuées à la branche respective d'APD. Le transfert n'aura aucun effet sur les dispositions contractuelles individuelles ainsi que sur les autres accords d'entreprise, les engagements, les réglementations et les droits acquis ou les conditions d'emploi des employés transférés. Ceux-ci continueront à s'appliquer sans changement au sein d'APD.

Toutes les obligations découlant des régimes de retraite d'entreprise et des prestations connexes, ainsi que les droits aux régimes de retraite d'entreprise et aux prestations connexes des salariés employés ou anciennement employés par l'entité absorbante seront transférés à APD dans le cadre de la fusion subséquente.

Conformément aux lois locales respectives, APD est responsable sans limitation de toutes les obligations, y compris les arriérés, découlant des relations de travail transférées à partir du moment où la fusion subséquente prend effet. À partir de ce moment l'entité bénéficiaire ne sera plus responsable puisqu'elle cessera d'exister (article 20 (1) no 2 UmwG).

Aucune mesure de réduction du personnel, de changement opérationnel, de transfert ou de réorganisation n'est prévue dans le cadre de la fusion ultérieure.

Les comités d'entreprise locaux et les autres organes de représentation des salariés qui existent au sein de l'entité bénéficiaire continueront d'exister au sein d'APD après fusion subséquente, sans aucun changement. Tout accord d'entreprise d'APD conclu avec le comité d'entreprise général d'APD dans le cadre de ses responsabilités conformément à l'article 50 (1) de la loi allemande sur les comités d'entreprise (*Betriebsverfassungsgesetz - BetrVG*) s'appliquera aux employés de l'Entité cessionnaire employés en Allemagne. Cette disposition ne s'applique pas si un tel accord d'entreprise est limité à certaines activités commerciales d'APD ou si des dispositions collectives ou individuelles prépondérantes s'appliquent. Les accords d'entreprise locaux ou les conventions collectives en vigueur chez APD ne s'appliqueront pas aux relations de travail des employés de l'entité absorbante après la fusion subséquente. Les compétences du comité d'entreprise européen et du comité de groupe restent inchangées. Les accords de groupe existants restent en vigueur.

## **6. PAS DE CHANGEMENTS SIGNIFICATIFS DANS L'IMPLANTATION DES SUCCURSALES ET DES ACTIVITÉS COMMERCIALES DES PARTIES**

Les activités commerciales de chacune des Entités transférées ne changeront pas du fait de la Fusion. Aucune activité ou partie des activités de l'une des Entités transférées ne sera modifiée ou restreinte sur le plan organisationnel dans le cadre de la Fusion. Le lieu de travail des employés des Entités transférées restera le même et ils continueront à opérer de la même manière qu'avant Fusion. Il en ira de même pour la fusion subséquente, qui n'entraînera pas non plus de changement substantiel pour les employés des entités transférées.

Il est prévu qu'à l'été 2025, tous les employés de l'entité requise et d'APD actuellement employés à la Bahnhofstrasse 16, 85609 Aschheim, Allemagne, déménageront. Il est prévu que

ces employés seront à l'avenir employés à Dieselstraße 6 - 8, 85774 Unterföhring. Ceci est basé sur une décision commerciale distincte de l'Entité Bénéficiaire et d'APD et est planifié indépendamment de la Fusion et de la Fusion subséquente. Les structures opérationnelles de l'activité commerciale à Atelierstraße 14, 81671 Munich, Allemagne, resteront et ne seront soumises à aucun changement.

La Fusion a, pour l'Entité réceptrice, les effets globalement décrits sur la succursale autrichienne de l'Entité réceptrice. La fusion elle-même n'est pas censée entraîner d'autres changements significatifs dans la localisation des succursales, des activités et du lieu de travail des parties.

La fusion subséquente a les effets décrits pour l'ensemble de l'APD sur la branche autrichienne de l'APD. Il n'est pas prévu que la fusion subséquente entraîne d'autres changements à cet égard.

## **7. EFFETS DE LA FUSION ET DE LA FUSION ULTÉRIEURE SUR LES RELATIONS DE TRAVAIL, CONDITIONS D'EMPLOI ET LES SITES DES FILIALES DES PARTIES ET D'APD**

Les entités transférées n'ont pas de filiales.

L'entité bénéficiaire a deux filiales, Neoasistencia Manoteras, S.L.U. (Espagne) et AWP Brokers & Services Hellas SA (Grèce). La Fusion n'a aucun effet sur les relations de travail, les conditions d'emploi ou les sites de ces filiales. Toutefois, il est prévu que Neoasistencia Manoteras, S.L.U. et AWP Brokers & Services Hellas SA soient également fusionnées dans l'Entité bénéficiaire parallèlement à la présente Fusion. Il est donc prévu que les employés de Neoasistencia Manoteras, S.L.U. et AWP Brokers & Services Hellas SA soient également transférés à APD dans le cadre de la Fusion subséquente.

APD a deux filiales, RehaCare GmbH Gesellschaft der medizinischen und beruflichen Rehabilitation et Mondial Kundenservice GmbH. RehaCare GmbH Gesellschaft der medizinischen und beruflichen Rehabilitation et Mondial Kundenservice GmbH resteront des filiales d'Allianz Partners Deutschland GmbH après la fusion subséquente. On ne s'attend pas à ce que la fusion elle-même ou fusion subséquente ait un quelconque effet sur ces filiales ou sur les relations de travail, les conditions d'emploi ou les lieux d'implantation des filiales.

## **C. DIVERS**

### **8. QUESTIONS ET COMMENTAIRES**

Si vous avez des questions concernant le présent rapport de fusion, veuillez contacter votre interlocuteur habituel au sein du département des ressources humaines.

Conformément aux articles 32 en liaison avec l'article 14 EU-UmgrG, le projet de plan de fusion - en plus d'autres documents tels que, s'ils existent, les états financiers annuels et les rapports de gestion des entités transférantes pour les trois derniers exercices et le présent rapport de fusion - doit être envoyé à l'organe de représentation des travailleurs compétent ou aux travailleurs ou mis à disposition sous forme électronique au plus tard six semaines avant la date de l'assemblée générale des actionnaires de l'UE.

réunion. Le comité d'entreprise d'AWP Austria et les employés d'AVS Austria peuvent soumettre une déclaration sur le présent rapport de fusion dans un délai de quatre semaines à compter de la réception des documents. Dans ce , les conseils d'administration des entités transférées doivent en informer les actionnaires et joindre cette déclaration au présent rapport de fusion. Si le comité d'entreprise d'AWP Austria ou les employés d'AVS Austria souhaitent soumettre une telle déclaration, ils sont priés de l'envoyer à "azp-transformation-taskforce@allianz.com " dans les plus brefs délais.

Si les organes de représentation des employés ou les employés de l'Entité recevante souhaitent soumettre une déclaration au sens de l'article 310 (3) UmwG, ils sont priés de l'envoyer à "azp-transformation-taskforce@allianz.com " dans les plus brefs délais. Les déclarations des organes représentatifs des employés ou des employés de l'Entité réceptrice, qui ont été reçues au plus tard une semaine avant la date de l'assemblée générale des actionnaires de l'Entité réceptrice, qui doit décider de l'approbation du plan de fusion, seront mises à la disposition des actionnaires de l'Entité réceptrice par voie électronique, conformément à l'article 310 (3) UmwG.

Les assemblées générales se tiendront au plus tôt six semaines après que le présent rapport de fusion aura été mis à disposition par voie électronique.

**Annexe 1 :** Explication du plan de fusion conformément à la loi autrichienne EU-UmgrG



## Annexe 1

**Explication du plan de fusion conformément à la loi autrichienne EU-UmgrG**

Ce qui suit est une explication du plan de fusion des parties. Le plan de fusion a été mis à la disposition de tous les membres conseils d'administration des parties est connu d'eux. **Les titres** suivants correspondent aux titres du plan de fusion.

**Préambule**

Le préambule précise et décrit les entreprises concernées et explique la structure de fusion. Il décrit la fusion et sa base juridique en droit européen, allemand et autrichien. Il décrit également que la Fusion fait partie d'une opération globale visant à regrouper les sociétés de services européennes du groupe Allianz Partners, dont font partie les Entités transférées et l'Entité bénéficiaire, en une seule entité juridique basée en Allemagne qui gèrerait les activités de services locales par le biais de succursales, dans le but de simplifier l'organisation juridique du groupe Allianz Partners.

Le préambule précise en outre que, dès que possible après la réalisation de la fusion, l'entité bénéficiaire sera fusionnée avec APD par le biais de la fusion subséquente. Étant donné que les mêmes actifs et passifs seront transférés à la suite de ces étapes (Fusion et Fusion subséquente), un plan de réorganisation a été préparé aux fins du droit fiscal autrichien conformément à l'article 39 de la loi autrichienne sur la taxe de réorganisation (*Umgründungssteuergesetz - UmgrStG*) et signé par toutes les parties impliquées dans les étapes de réorganisation (Fusion et Fusion subséquente). Le plan de fusion fait référence au présent plan de réorganisation, qui lui est joint en annexe (D).

Le préambule explique également que lorsque la Fusion sera mise en œuvre, l'actionnaire unique des Entités transférantes et de l'Entité bénéficiaire sera Allianz Partners SAS. Avant l'approbation et la résolution de Fusion par les Entités transférantes, l'action unique de l'ancien actionnaire unique respectif des Entités transférantes sera transférée et cédée à Allianz Partners SAS.

Enfin, le préambule indique que les parties concluent également le plan de fusion conformément à la section

28 EU-UmgrG et section 307 UmwG avec le même contenu qu'un accord de fusion (*Verschmelzungsvertrag*) au sens de la section 34 (4) EU-UmgrG sous la forme d'un acte notarié autrichien ou d'une forme étrangère équivalente d'authentification.

**1. ENTITÉS FUSIONNANTES (article 307 (2) no 1 UmwG et article 28 (1) no 1 EU-UmgrG)**

La section 1 du plan de fusion décrit les entités fusionnantes, en particulier leur forme juridique, leur raison sociale et leur siège social respectifs.

Cette section 1 décrit également qu'au moment de la signature du plan de fusion, l'unique action d'AWP Austria est détenue par AWP P&C S.A et l'unique action d'AVS Austria est détenue par AVS Auto- motive VersicherungsService GmbH. Avant l'approbation et la résolution de fusion par les entités transférantes, les actions uniques des entités transférantes seront également détenues directement par

Allianz Partners SAS (et, par conséquent, Allianz Partners SAS sera l'unique actionnaire de chacune des entités transférées).

## **2. TRANSFERT DE PATRIMOINE PAR VOIE DE FUSION**

La section 2 du plan de fusion décrit la fusion ; en particulier, les entités transférantes seront fusionnées avec et dans l'entité bénéficiaire, conformément à la section 305 (1) UmwG en conjonction avec la section 2 no 1 UmwG et la section 27 no 3 lit a et d et no 4 EU-UmgrG (fusion par voie d'acquisition). En conséquence, tous les actifs et passifs des Entités transférantes seront transmis à l'Entité bénéficiaire par voie de succession légale universelle (*Gesamtrechtsnachfolge*) et les Entités transférantes seront dissoutes (c'est-à-dire qu'elles cesseront d'exister) sans entrer en liquidation.

À la date limite pour les besoins de la comptabilité et de la fiscalité autrichiennes (*Verschmelzungssichttag*), les Entités transférantes et l'Entité réceptrice ont, et à la Date d'achèvement, les Entités transférantes et l'Entité réceptrice auront une juste valeur de marché positive.

## **3. EFFICACITÉ DE LA FUSION**

La section 3 du plan de fusion explique la prise d'effet de la fusion. En conséquence, la fusion devient effective conformément à l'article 305 (1) en conjonction avec l'article 20 (1) no 1 UmwG ainsi que l'article 38 EU-UmgrG dès l'inscription au registre du commerce du tribunal local Munich responsable de l'Entité réceptrice. Voir ci-dessus le point 2.4. du présent rapport de fusion.

## **4. PAS DE CONSIDERATION ; PAS D'AUDIT DE FUSION ; PAS DE RAPPORT D'AUDIT DE FUSION ; PAS D'EXAMEN ; PAS DE RAPPORT D'EXPERT (Section 307 (2) no 2, 3, 5, 13 UmwG et Section 28 (3), Article 30 (4), (5) EU-UmgrG)**

La section 4 décrit certaines simplifications qui s'appliquent à cette fusion. En effet, toutes les actions des Entités transférées et de l'Entité bénéficiaire sont (directement ou indirectement) détenues par la même personne (Allianz Partners SAS et, avant l'approbation et la résolution de la Fusion, toutes directement par Allianz Partners SAS), et aucune action n'est émise en faveur des actionnaires des Entités transférées. En détail, cela signifie que

- (i) aucune augmentation du capital social de l'entité réceptrice par l'émission de nouvelles actions n'est requise (article 307 (3) n° 2 (a) et (b) en liaison avec l'article 54 (1) phrase 3 UmwG et l'article 27 n° 3 lit d EU-UmgrG) ;
- (ii) le plan de fusion ne contient aucune information sur un rapport d'échange d'actions, un transfert de nouvelles actions dans l'entité recevante, une participation aux bénéfices des nouvelles actions ou une compensation en espèces ;
- (iii) aucun audit de fusion et aucun rapport d'audit de fusion ne sont requis en vertu de l'article 311 (2) phrase 2 UmwG en conjonction avec l'article 307 (3) no 2 (b) UmwG et, avant l'approbation et la résolution sur la fusion par l'unique actionnaire des entités transférées, l'article 8 (3) phrase 3 no 1 (b) et no 2 UmwG en conjonction avec les articles 9 (2) et 9 (3) de l'UmwG.  
12 (3) UmwG en conjonction avec l'article 311 (2) phrase 1 UmwG, et aucun examen du plan de fusion ou rapport d'expert n'est requis en vertu de l'article 28 (3) en conjonction avec l'article 30 (5) EU-UmgrG.

## **5. RAPPORT DE FUSION ; RAPPORT EXPLICATIF**

La section 5 se réfère à l'élaboration du présent rapport de fusion et précise qu'une section destinée aux actionnaires peut être omise (voir dans ce contexte le préambule du présent rapport de fusion). En outre, la section 5 indique qu'une section relative aux employés sera incluse et que le rapport de fusion sera mis à la disposition des représentations des employés et des employés non représentés par une représentation des employés des parties avec, entre autres, le plan de fusion conformément à la section 310 (1) UmwG et aux sections 14 en conjonction avec la section 32 EU- UmgrG.

## **6. DATE D'EFFET DE LA FUSION ; DATE DU BILAN DE LA FUSION ; ÉVALUATION DE L'ACTIF ET DU PASSIF TRANSFERTS (article 307 (2) no 6, 11, 12 UmwG et article 307 (2) no 6, 11, 12 UmwG et article 307 (2) no 6 UmwG et article 307 (2) no 6 UmwG)). tion 28 (1) no 6, 11, 12 UE-UmgrG)**

La section 6 du plan de fusion prévoit qu'à partir du 1er janvier 2025, à 0 heure, heure d'Europe centrale (début de la journée), les mesures prises par les entités transférantes seront réputées, à des fins comptables, avoir été prises pour le compte de l'entité bénéficiaire.

Par conséquent, la date limite pour la comptabilité et les impôts autrichiens (*Verschmelzungsstichtag*) au sens de l'article 28 (1) no 6 EU-UmgrG et de l'article 2 (5) UmgrStG et la date de transfert et d'acquisition pour les impôts allemands (*steuerlicher Übertragungsstichtag*) au sens de l'article 2 (1) UmwStG est le 31 décembre 2024 (24:00 heures, heure d'Europe centrale).

La date des comptes financiers de l'Entité recevante et des Entités transférantes, qui seront utilisés pour déterminer les conditions de la Fusion, est le 31 décembre 2024 (Section 307 (2) no 12 UmwG et Section 28 (1) no 12 EU-UmgrG).

Pour le transfert, les actifs des entités transférées ont été évalués à leur valeur comptable (Section 307 (2) no 11 UmwG). Les actifs et les passifs des entités transférées qui sont transférés à l'entité bénéficiaire sont évalués à des fins comptables en Autriche à la date d'achèvement sur la base de la continuation des valeurs comptables autrichiennes (article 28 (1) no 11 EU-UmgrG) conformément aux GAAP autrichiens.

## **7. LES EFFETS ATTENDUS SUR L'EMPLOI DANS LES ENTREPRISES IMPLIQUÉES DANS LA FUSION.**

**GER (article 307 (2) no 4 UmwG et article 28 (1) no 4 UmgrG)**

La section 7 du plan de fusion décrit les effets probables de la fusion sur l'emploi des salariés des parties. Voir ci-dessus la section consacrée aux salariés dans la section B du présent rapport de fusion.

## **8. PAS DE NÉGOCIATION SUR UN ACCORD DE CO-DÉTERMINATION (article 307, paragraphe 2, point 10)**

**UmwG et article 28 (1) no 10 EU-UmgrG)**

La section 8 du plan de fusion précise que la fusion ne nécessite pas de procédure de négociation sur une (future) codétermination des salariés au sein de l'entité bénéficiaire. Voir ci-dessus la section spécifique aux salariés dans la section B du présent rapport de fusion.

## **9. PAS D'OCTROI DE DROITS SPÉCIAUX OU D'AVANTAGES SPÉCIAUX (article 307, paragraphe 2) non**

**7 et 8 UmwG et article 28 (1) n° 7 et 8 EU-UmgrG)**

La section 9 du plan de fusion précise qu'aucune personne physique ou morale n'a de droits particuliers à l'égard des parties, sauf en qualité d'actionnaire, de sorte qu'aucun droit, compensation ou autre mesure ne sera accordé ou attribué au titre de l'entité recevante.

En outre, la section 9 du plan de fusion précise qu'aucun avantage particulier ne sera accordé, dans le cadre de la fusion, aux membres des organes d'administration, de gestion, de surveillance ou de contrôle des entités transférées ou de l'entité bénéficiaire.

## **10. L'ACTE CONSTITUTIF ET LES STATUTS DE L'ENTITÉ BÉNÉFICIAIRE**

**(Article 307 (2) no 9 UmwG et article 28 (1) no 9 EU-UmgrG)**

La section 10 du Plan de fusion indique que l'acte constitutif et les statuts de l'Entité bénéficiaire, qui sont en vigueur à ce jour, sont joints au Plan de fusion en tant qu'annexe. Les statuts de l'Entité bénéficiaire ne seront pas modifiés dans le cadre de la Fusion.

## **11. GARANTIES OFFERTES AUX CRÉDITEURS (article 307 (2) no 14 UmwG et article 28 (1) no 14 EU-UmgrG)**

Le plan de fusion décrit à la section 11 les garanties offertes aux créanciers. En raison de la situation financière solide, de la solvabilité et de la liquidité de l'Entité Bénéficiaire, il n'est pas proposé d'offrir des garanties supplémentaires aux créanciers des Parties. Cependant, les créanciers des Entités transférées ont le droit statutaire de demander des garanties en vertu de l'article 37 de l'EU-UmgrG. Ainsi, les créanciers d'une Entité transférante peuvent exiger que l'Entité transférante fournisse des garanties. Si cette demande n'est pas satisfaite, la fourniture d'une garantie doit réclamée dans les trois mois suivant la publication du plan de fusion par une action contre l'Entité transférante concernée. Le créancier doit démontrer de manière crédible que sa créance est née, qu'il ne peut en exiger l'exécution et que la fusion compromet l'exécution de sa créance.

## **12. DISPOSITIONS FINALES**

L'article 12 du plan de fusion contient diverses dispositions générales. Cette section prévoit notamment une clause juridictionnelle en vertu de laquelle le lieu exclusif d'exécution et de juridiction pour toutes les réclamations découlant du plan de fusion ou en rapport avec celui-ci est Munich, en Allemagne.

En outre, les modifications ou ajouts au plan de fusion doivent être notariés (article 307 (4) UmwG et article 34 (4) EU-UmgrG).

En outre, cet article 12 prévoit que les parties concluront également le plan de fusion conformément à l'article 28 EU-UmgrG et à l'article 307 UmwG avec le même contenu qu'un accord de fusion (*Verschmelzungsvertrag*) au sens de l'article 34 (4) EU-UmgrG sous la forme d'un acte notarié autrichien ou d'une forme étrangère équivalente de notarisation.

La fusion est réalisée en profitant des avantages de l'article I de la loi autrichienne sur la réorganisation fiscale (*Umgründungsteuergesetz - UmgrStG*).

Enfin, la section 12 précise que les entités transférantes ne possèdent pas de biens immobiliers (c'est-à-dire des terrains ou des bâtiments) et qu'il n'est pas prévu qu'elles en acquièrent à la date d'achèvement ou avant.